

Nouvelles locales des jeudi 10 et vendredi 11 novembre 2011

@rib News, 11/11/2011] Droits de l'Homme- L'avocat de secrétaire général du parti d'opposition CNDD se dit le prolongement de la détention de son client William Munyembabazi, ancien sénateur. Me Jena Bosco Nyakiki a fait savoir que le délais de détention préventive est dépassé et que son client devrait être libéré et retourner à la maison. [Isanganiro]- Me Jean Bosco Nyakiki estime en outre que son client est détenu illégalement car, souligne-t-il, rien d'illégal n'a été découvert dans sa maison lors de la fouille perquisitionnée ; et lors des interrogatoires, aucune justification n'a été retenue contre son client. C'est pourquoi Me Nyakiki demande sa libération immédiate et sans condition. [Isanganiro]

Justice / Médias- Trois radios, à savoir la Radio Publique Africaine, Isanganiro et RSF Bonesha FM, se sont présentées ce jeudi matin devant le substitut du procureur en Mairie de Bujumbura, sur convocation du dernier, a-t-on constaté sur place. La radio Isanganiro, représentée par son Directeur a.i. Nestor Ndikumana n'a pas passé longtemps dans les enceintes du parquet de Bujumbura, car n'ayant pas assisté par son avocat, Me Raphael Gahungu, le directeur a.i. a demandé d'être libéré pour qu'il se présente un autre jour. À [Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Du côté de la Radio Sans Frontière Bonesha FM, son avocat Me Onesime Kabayabaya s'est montré inquiet par les convocations intempestives des journalistes et des chefs des radios privées telles que la radio RPA, Bonesha FM et Isanganiro dans l'affaire de Gatumba. Selon lui, il n'y a aucun rapport avec le carnage de Gatumba et les origines des financements des radios, réclamées par la justice. [Bonesha/Isanganiro]- Sans pour autant refuser de fournir ces documents à la Justice, l'avocat de la radio Bonesha FM a demandé au Parquet d'être concret et de limiter dans le temps, en préconisant pour laquelle la justice veut des documents justifiant l'origine des financements de la radio qu'il défend. Quant aux statuts de la radio Bonesha FM, Me Onesime Kabayabaya a demandé à la Justice de consulter les archives du ministère de l'Intérieur qui a agréé la radio. [Rpa]- Le directeur de la RPA, Eric Manirakiza a passé plus longtemps devant le substitut du procureur de la République en Mairie de Bujumbura. À la sortie du parquet, le directeur de la RPA nous a signifié que la radio qu'il dirige n'est qu'un simple exécutant d'un plan élaboré par une association et la légende de la radio. [Rpa/Isanganiro]- Eric Manirakiza a aussi fait savoir à la presse qu'il a été interrogé sur le carnage de Gatumba et surtout pourquoi la Radio publique africaine a tendu son micro à Innocent Ngengakuriyo, alias Nzarabu détenu à Bubanza, sur son rôle présumé dans l'assassinat des 39 personnes à Gatumba. Selon lui, rien ne peut tendre un micro surtout que Ngengakuriyo était encore prévenu et non condamné. [Rpa/Isanganiro]- Le représentant de Reporter sans frontières, Pierre Ambroise, se dit inquiet par la convocation de chaque jour des journalistes burundais par la justice. Selon lui, il y a la volonté du pouvoir de museler les médias en passant par la justice. Le FORSC lui aussi se montre inquiet par cette situation qui continue à faire perdre du temps aux journalistes qui ont pourtant beaucoup de choses à faire. [Bonesha]- La justice de la province de Karusi au Nord-Est du Burundi a prononcé une peine de 15 ans de servitude pénale contre un policier qui avait tenté de tuer un commerçant à une bagarre liée au boisson. Selon des sources sur place, ce policier avait tiré trois balles dans le dos de ce commerçant quand ce dernier venait de lui refuser une bouteille de boisson. [Isanganiro] Société- Le ministère de la Fonction publique et l'Isteebu ont lancé jeudi un recensement dans quatre provinces du pays pour connaître le nombre exact des personnes qui ont l'âge de travailler et qui ne travaillent pas. Selon Sendazirasa, la ministre de la Fonction publique, le gouvernement a besoin de connaître le nombre de gens qui ne sont pas au travail et qui ont besoin de travailler. Selon la ministre, dans les prochains jours, le gouvernement va entendre les études dans toutes les provinces et à la fin, ce sont ces mêmes résultats qui vont guider le gouvernement dans l'octroi du travail aux chômeurs. [Rtnb/Isanganiro]- Quatre syndicats d'enseignants au Burundi viennent d'adresser une correspondance au ministre de la Fonction publique pour lui demander la suppression de certains impôts sur leurs salaires. Dressant un tableau comparatif entre le ministère de la Justice et celui de l'Enseignement, les enseignants trouvent que la vie n'est pas possible quand ils rencontrent au marché avec des gens qui ont des moyens suffisants et qui sont bien payés, surtout les magistrats et les agents soignants. [Bonesha] Éducation - L'Assemblée Nationale a adopté vendredi le projet de loi portant réorganisation de l'Enseignement supérieur au Burundi. Ce qui est nouveau par rapport à l'ancien système c'est l'entrée dans le système LMD. De plus, les conditions du diplôme de l'Etat seront déterminées par un décret présidentiel. Ce projet de loi a été présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Julien Nimubona. - L'autre article qui a été amendé concerne 50 qui stipule que sauf dérogation justifiée, le doyen de la Faculté est nommé par le Conseil d'Administration et la nomination se fait avec l'approbation du ministre de tutelle. [Isanganiro/Rtnb] Sécurité - Le premier vice-président de la République TERENCE Sinunguruza déplore un certain relâchement dans la sécurisation de certains endroits de l'Armée Internationale de Bujumbura alors que les shebab veulent toujours faire des attaques au Burundi. [Rtnb]- Dans une réunion jeudi à Bujumbura l'intention des corps de défense et de sécurité, Terence Sinunguruza a demandé aux responsables de la sécurité de doubler de vigilance surtout ces derniers jours de l'année où les gens font normalement. Selon le premier vice-président de la République, les églises, les mosquées, les écoles et les autres bâtiments devraient être sécurisés plus que les autres de même que les grands rassemblements. [Rtnb]- Selon le premier vice-président de la République Terence Sinunguruza, les insurgés somaliens ne sont pas en mesure de faire des attaques si la police et l'armée burundaise se montrent vigilantes. De plus, selon lui, il faut que la population burundaise et les étrangers soient vigilants aussi en face de cette menace des terroristes somaliens. [Rtnb]